

HISTORIA

magazine

Hebdomadaire paraissant le lundi - n° 379 - France 3,50 F
Belgique 35 FB/Suisse 3,50 FS - UNE PUBLICATION TALLANDIER

LA GUERRE D'ALGÉRIE

SPECIAL



A.L.N. : ARMÉE D'UNE RÉVOLUTION

un archange dit Mira

La construction du barrage, en créant un profond *no man's land*, provoque l'exode de nombreuses familles. Une partie se réfugie en Tunisie, où elles vivent dans des camps, et les hommes de tout âge seront recrutés pour l'armée des frontières.

inexpugnable, le massif montagneux et boisé de l'Akfadou.

L'opération « Pierres-Précieuses », lancée enfin en octobre dans le Nord constantinois, se fractionne en opérations « Topaze », « Rubis », « Émeraude » (dans la zone Collo-Philippeville) et « Turquoise » (dans le triangle Djidjelli - El-Milia - Mila), mais, là, l'A.L.N. s'en tire relativement à bon compte en faisant éclater ses forces en petites unités et en les dispersant au maximum.

Conclave ultra-secret

Le mouvement ne cessera pas de se poursuivre. Il sera commandé par le successeur d'Ali Kafi à la tête de la wilaya 2, Salah Boubnider, surnommé curieusement « Çaout el-Arab » (« la Voix des Arabes ») depuis qu'il s'est référé, dans un de ses messages, à la célèbre émission de la radio du Caire. Boubnider a pris les armes dès le 1^{er} novembre 1954 (dans le secteur du Kroub, près de Constantine) et en six ans de combats, il a acquis une sérieuse expérience du terrain... et de l'adversaire. Ce grand escogriffe brun, resté toujours très proche de son terroir d'Oued-Zenati, n'est pas ce qu'on appelle « une brillante personnalité », mais il a des qualités solides — courage, endurance, modestie, réalisme — qui lui permettront de « tenir le coup » jusqu'à la fin de la guerre.

Le 5 novembre, la wilaya 3 perd son commandant militaire. Bien informée, grâce à la trahison de certains transfuges, sur les déplacements de l'adversaire, une patrouille française d'infanterie de marine tend, à cinq kilomètres au nord d'Akbou, une embuscade réussie à Abderrahmane Mir, dit Mira, et tue à bout portant l'archange blond au teint mat et aux yeux clairs qui ne se déplaçait qu'accompagné de son fidèle chien de berger allemand. Toute l'autorité revient au colonel Mohand Ou el-Hadj, le commerçant avisé, chef de la *djema* (assemblée des notables locaux) de son village natal de Bouzeguène, le vétéran du 1^{er} novembre 1954, le renard qu'aucun général français n'a pu prendre au piège, le « Vieux » — c'est le nom que lui donnent affectueusement ses soldats — qui joint à l'intrépidité du maquisard la sagesse et la ruse du fin politique.

L'implacable mise en application du « plan Challe » a, finalement, provoqué des hécatombes, fait perdre à l'A.L.N. la moitié de ses effectifs et accentué la coupure entre l'univers de plus en plus cau-



M. Riboud/Magnum



René Vautier

chemardesque des maquis et le monde de l'A.L.N. et du F.L.N. qui s'organise à Tunis.

Les *moudjahidin* des wilayas de l'intérieur se plaignent amèrement d'être de moins en moins ravitaillés en armes par les « frères de l'extérieur » alors qu'ils mènent un combat de plus en plus difficile. Beaucoup ne se contentent plus de contester la politique de Krim Belkacem et de son principal conseiller militaire, le commandant Mouloud Idir, mais remettent en cause la légitimité même d'un G.P.R.A. qui remporte, certes, des succès diplomatiques, mais qui se montre incapable d'aider sérieusement les maquis.

La crise est telle que Ferhat Abbas remet son mandat de président du G.P.R.A. à la disposition des chefs de l'A.L.N. présents à Tunis. Les orientations que doit prendre la révolution algérienne sont alors discutées pendant dix jours (première décennie de décembre) dans un conclave ultra-secret, par dix colonels :

Krim Belkacem, Ben Tobbal, Boussouf, Mohammedi Saïd, Boumediene, Hadj Lakhdar (wilaya 1), Ali Kafi (wilaya 2), Yazourène, dit Brirouche, dit Saïd (wilaya 3), Si Sadek (wilaya 4) et Lotfi (wilaya 5). Ces dix leaders se mettent finalement d'accord pour désigner — à la majorité relative — les combattants et militants appelés à trancher, au sein d'un troisième C.N.R.A., les controverses en cours.

Après dix jours à Tunis, trente-trois jours à Tripoli. Il faut en effet plus d'un mois (16 décembre 1959 - 19 janvier 1960) pour que les membres de ce C.N.R.A. (ils sont finalement cinquante), réunis dans le « palais législatif » de la capitale libyenne, prennent, après d'interminables discussions (certains commentateurs appellent ironiquement les délégués des « compagnons de la délibération »), les décisions qu'on attend d'eux.

Au 3^e C.N.R.A., les représentants des wilayas de l'intérieur, les anciens et sur-



◀ Des suspects viennent d'être arrêtés. Qui sont-ils ? De pauvres hères qui ne demandent qu'à vivre en paix dans leur mechta ou des agents du F.L.N., *choufs* ou collecteurs de fonds, poseurs de mines ou espions ?

djoundi ». Ils affirment, d'autre part, inversant la formule célèbre, que ce n'est pas le parti qui doit commander aux fusils, mais les fusils qui doivent commander au parti.

Du fait de la sourde opposition de ces officiers au triumvirat Krim Belkacem - Boussouf - Ben Tobbal, celui-ci, s'il demeure prépondérant, ne s'impose plus d'une manière absolue comme en 1958. Dans le deuxième gouvernement Ferhat Abbas constitué par le C.N.R.A., Krim Belkacem, devenu ministre des Affaires étrangères, Boussouf, toujours ministre de l'Armement et des Liaisons, et Ben Tobbal, toujours ministre de l'Intérieur, perpétuent leur pouvoir à travers un « Comité interministériel de guerre », nouvellement organisé. Ce pouvoir est cependant équilibré par un autre organisme dont la création est décidée : un état-major général (E.M.G.) enfin unifié de l'A.L.N. remplaçant les anciens « commandements des opérations militaires » de l'est et de l'ouest et dirigeant de fait, sous le contrôle quelque peu théorique du G.P.R.A., la stratégie militaire de la guerre d'indépendance.

Le chef de cet E.M.G., le colonel Houari Boumediene, et ses deux adjoints, le commandant Menjli et le commandant Slimane (Kaïd Ahmed), commandent, en effet, depuis leur principal quartier général, celui de Ghardimaou (à 10 km de la frontière algéro-tunisienne) et leur Q.G. secondaire d'Oujda (à la frontière algéro-marocaine) une force bien équipée et bien disciplinée de 25 000 hommes.

Grâce à leurs harcèlements permanents, avec appui d'artillerie — c'est la « bataille des frontières » —, ces soldats « fixent » aux confins algéro-tunisiens et, dans une moindre mesure, aux confins algéro-marocains, des effectifs français de 80 000 à 100 000 hommes, ce qui soulage d'autant les combattants des wilayas de l'intérieur. Dans le rapport des forces qui s'établit, non seulement entre le camp fran-

tout les nouveaux (et, parmi ceux-ci, Si Salah, chef de la wilaya 4, et son adjoint Bounaama Djillali, dit Si Mohamed) jouent un rôle important. Ils insistent pour que soit effectivement appliqué l'ar-

ticle 3 des statuts du F.L.N. adoptés par le C.N.R.A. et déclarent notamment que « l'A.L.N. est partie intégrante du F.L.N.; tout *djoundi* est militant du F.L.N., tout militant du F.L.N. est capable d'être

Gamma/R.A.

Gamma/R.A.



A gauche : camp de prisonniers algériens. **A droite :** départ de troupes françaises en opération. Un assez grand nombre de prisonniers se rallièrent à la France, entre le printemps 1958 et l'été 1959, et demandèrent spontanément à renseigner les forces de l'ordre ou à reprendre les armes à leurs côtés.

Paris-Match

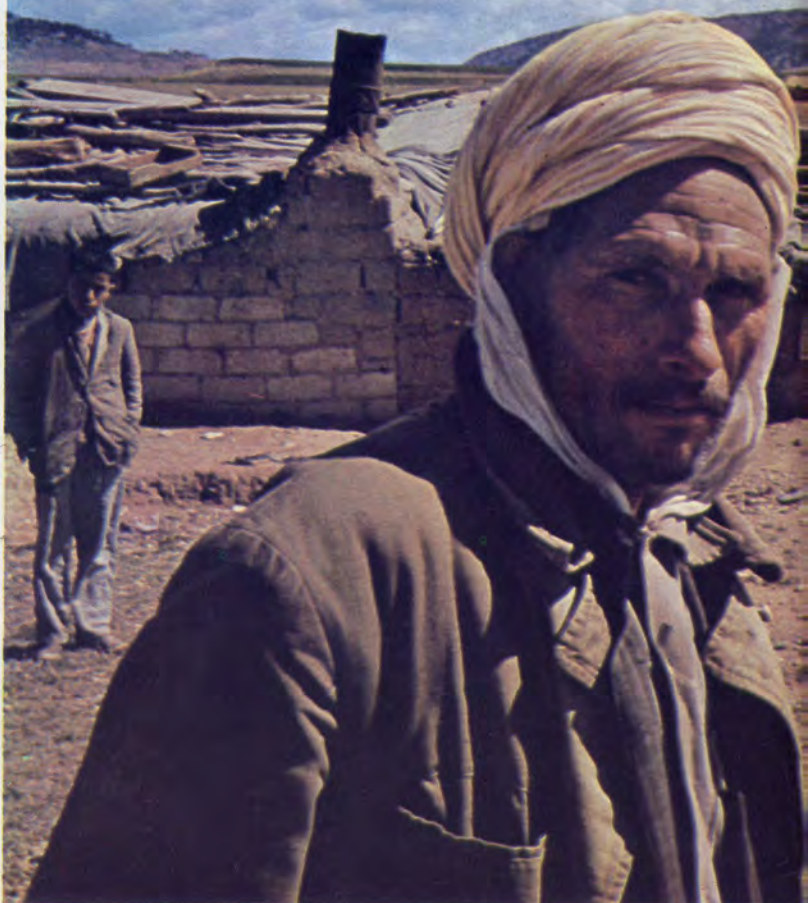




René Vautier



René Vautier



En haut : un secrétaire de katiba fait son rapport. En bas : camp de réfugiés en Tunisie.

Les réfugiés algériens seront une source supplémentaire de frictions entre les Tunisiens et les

règlements de comptes dans la wilaya 4

çais et le camp algérien, mais à l'intérieur du camp algérien, ils pèsent ainsi d'un poids de plus en plus lourd. Avec son budget autonome, ses soldats bien encadrés, ses services spécialisés, l'état-major général s'érige en force directement antagoniste de celle de l'équipe Krim Belkacem-Boussouf-Ben Tobbal.

L'ancienne stratégie du « triumvirat » étant visiblement dépassée à l'heure de la « bataille des frontières », l'E.M.G., tout d'abord, donne de nouvelles directives aux chefs de l'A.L.N. de l'intérieur. Il leur recommande d'éviter, chaque fois qu'ils le peuvent, les engagements avec les soldats français (mais de se battre jusqu'à la mort lorsqu'ils sont « accrochés »), d'alléger et de disperser des unités dont la mobilité accrue devrait compenser, au moins partiellement, l'affaiblissement de leur puissance de feu. Il leur conseille aussi de renforcer, grâce à un matériel technique plus perfectionné, les liaisons entre les différents P.C. des wilayas, d'une part, et les communications avec les Q.G. de l'E.M.G. à Ghardimaou et à Oujda, d'autre part.

On en revient, en somme, aux embuscades et aux harcèlements comme au début de la guerre, tandis que les *fidayin* reçoivent l'ordre de multiplier les attentats dans les villes où doivent se développer les O.P.A. (organisations politico-administratives) du F.L.N. Il s'agit, en définitive, d'apporter un démenti aux affirmations du général Challe selon lesquelles « la rébellion est extirpée » et de montrer que cette rébellion « repousse comme du chiendent derrière le râteau des ratisseurs français ».

Il n'est pas facile, cependant, de mettre réellement ces directives en application sur le terrain. Dans la wilaya 2, l'opération « Pierres-Précieuses » a en effet permis à l'armée française de reprendre possession de zones qu'elle ne contrôlait plus, même dans les anciennes « forêts-refuges » de la presqu'île de Collo (où, pour la première fois, la récolte de liège atteint un niveau assez proche de ce qu'il était avant l'insurrection du 1^{er} novembre 1954).

La wilaya 6, même si elle peut faire passer en Algérie, par les pistes sahariennes, un certain nombre de combat-

tants venant du Maroc, manque de moyens pour « allumer de nouveaux foyers de guérilla » et développer, comme le souhaiterait l'état-major général, une « guerre du Sud ». Elle se montre d'autant moins efficace sur le plan militaire qu'elle n'a pas surmonté les crises sanglantes qui la déchirent depuis plusieurs mois déjà (liquidation, en août 1959, de Taïeb El-Djoghali par Ali Ben Messaoud, plus sensible aux influences « messalistes », puis, en décembre 1959, liquidation d'Ali Ben Messaoud par Si Salah, qui venge Djoghali). En fait, cette « wilaya des hauts plateaux » n'est plus véritablement commandée, et la question du partage de ses différentes zones entre les wilayas 1, 4 et 5 ne cessera pas de se poser.

En wilaya 5, la direction du F.L.N. marque d'abord un point, en mars, lorsque Boussouf, et surtout Ben Tobbal, obtiennent, à Berkane, avec l'aide des autorités marocaines, la reddition de l'ex-commandant de la zone 1 (Tlemcen), le capitaine Tahar Hamaidia, dit Zoubir, et de ses 300 hommes qui, repliés depuis quelques mois, au Maroc, dans la région de Touissit, au sud d'Oujda, étaient entrés en semi-dissidence. Mais, à la fin du mois de mars — le 29 exactement —, un coup



M. Riboud/Magnum

Algériens car beaucoup ont amené avec eux leurs troupeaux, qui se répandent sur des terres appartenant aux Tunisiens...

très sévère lui est porté. Après vingt-quatre heures de combats, son chef, le colonel Lotfi, le jeune commandant de la wilaya 5 (il n'a que vingt-quatre ans), son adjoint le commandant Embarek et leur escorte sont encerclés et tués dans le djebel Béchar par les troupes françaises, alors que, venus du Maroc, ils tentaient de gagner leur P.C. à l'intérieur de l'Algérie.

C'est cependant la wilaya 4 qui connaît les remous les plus sérieux. En janvier 1960, le colonel Si Salah et des responsables politico-militaires tels que Si Halim (zone 1), Si Abdellatif (zone 2), Si Hassan (zone 3), Si Lakhdar (zone 4) et enfin Si Mohamed ont pris la décision de rechercher le contact avec les autorités françaises pour une « paix des braves ». Si Salah et Si Lakhdar participent, le 10 juin, en compagnie de Si Mohamed, à une rencontre secrète à l'Élysée avec de

Gaulle, et ils promettent de tâcher de rallier à l'idée de la « paix des braves », leurs compagnons de la wilaya 3, de la wilaya 6 et même de la wilaya 5.

Si Mohamed, cependant, se range ensuite aux arguments de ses adjoints, les capitaines Berroughia et Lakhdar Boura-

ghra, quand ces derniers lui disent que de Gaulle, lorsqu'il a reçu les délégués de la wilaya 4, n'a fait que manœuvrer pour affaiblir les représentants du G.P.R.A. — Ahmed Boumendjel et Mohamed Ben Yahia — convoqués, à la même époque, à une rencontre, d'ailleurs infructueuse, à la préfecture de Melun, avec des porte-parole du gouvernement français.

Il fait alors fusiller Si Lakhdar et Si Abdellatif, et prend la place de Si Salah, qu'il fait arrêter, en septembre, à Palestro, et qui sera exécuté. Si Mohamed sera tué à son tour le 8 août 1961, dans les faubourgs de Blida, au cours d'un coup de main du 11^e « choc », l'unité française des « missions spéciales ».

Les harcèlements des « troupes françaises des barrages » par de petits commandos de l'A.L.N. sont, au printemps, relativement nombreux et importants (bataille du djebel M'Zi, à l'ouest, les 5 et 6 mai 1960, et série d'accrochages, à l'est, du 25 au 31 mai), mais ils causent des pertes si lourdes dans les rangs des *djounoud* qu'au début de l'été de 1960, l'état-major général espace les assauts et réduit les effectifs engagés. L'attaque, avec appui d'artillerie, les 8 et 9 août, des postes français échelonnés dans les secteurs de Perret, Hadj et Port-Say sera la dernière opération d'une certaine ampleur.

A partir de cette date, on voit se développer un double mouvement qui continuera jusqu'à la fin de la guerre. L'« armée des frontières » ne cessera pas de se renforcer, car elle recrutera abondamment dans les camps de réfugiés algériens et au sein de l'émigration algérienne en Europe, et elle se dotera d'un armement moderne grâce au budget qui lui est alloué par le G.P.R.A. Au contraire, l'« A.L.N. de l'intérieur » ne cessera de s'affaiblir. En décembre 1960, elle ne possède plus que 8 300 armes individuelles et 470 armes collectives. Les katibas fortes de plus de 60 hommes ne sont plus qu'une cinquantaine, et ce sont de petits groupes en armes qui constituent l'essentiel des 18 000

Courrière/Paris-Match



L'armée des frontières : bon commandement, bon armement. Mais les soldats souffrent d'un véritable « complexe du barrage », et ce n'est souvent que la « mort dans le dos », c'est-à-dire poussés en avant par une autre unité commise à cet effet qu'ils se décident à pénétrer dans ses réseaux meurtriers.

l'armée des frontières: des paysans en uniforme qui apprennent



Coll. particulière

Vie quotidienne au maquis. Les seules distractions tolérées étaient, pour les gradés, les appareils photo et les transistors, qui devaient fonctionner collectivement et seulement sous le contrôle d'un gradé.

hommes qui se battent encore dans les djebels.

Le combat se déplace, dans ces conditions, vers les centres urbains. Au cours de l'année 1960, les Algériens — pour la première fois depuis 1956 — descendent de plus en plus massivement dans la rue pour crier les slogans et les mots d'ordre du F.L.N. (manifestations de juillet pour l'anniversaire du débarquement des troupes françaises à Sidi-Ferruch; manifestations célébrant, le 1^{er} novembre, le sixième anniversaire du déclenchement de l'insurrection; grandes manifestations, en décembre, pendant que se déroule, à l'O.N.U., le débat sur l'Algérie). Ces démonstrations, qui amènent la concentration, dans les villes, de forces militaires et policières françaises de plus en plus importantes, apportent à l'A.L.N. une aide inappréciable, car les combattants subissent, du coup, une pression moins forte.

Ce qui est perdu sur le plan militaire est, finalement, regagné sur le plan politique. De nombreux soldats ou des officiers, dont la vie devient intenable dans les maquis

de la montagne, regagnent d'ailleurs clandestinement les villes pour renforcer les O.P.A. du F.L.N. urbain.

Les responsables F.L.N. ont toujours dit aux journalistes: « Dans presque toutes les villes d'Algérie de quelque importance, il y a trois O.P.A. : une en prison, l'autre en action et la troisième en réserve. » Ils peuvent dire, au début de 1961, que la plupart des O.P.A. du « cadre de réserve » entrent en activité. Leurs « commandos

Coll. particulière



◀ Vie quotidienne au maquis. La confection des uniformes. Parfois faits avec du tissu acheté en ville, parfois aussi retailés dans des uniformes pris sur des cadavres de soldats français. De même, certains couvre-chefs d'unités françaises étaient conservés comme trophées et portés. Les plus appréciés étaient le calot de l'infanterie de marine et la casquette Bigeard.

de choc », reprenant les attentats, exécutent les grands ou petits notables algériens ralliés ou semblant en passe de se rallier à la « politique d'association » de De Gaulle (l'objectif principal du F.L.N. est d'abord d'empêcher la naissance d'une « troisième force musulmane » exprimant, en dehors de lui, les vues d'un « nationalisme modéré » favorable aux thèses françaises).

Au Maroc et surtout en Tunisie, l'« armée des frontières », pendant ce temps, se développe régulièrement. C'est une force plébéienne composée, pour l'essentiel de ruraux : ouvriers agricoles « saisonniers » et « journaliers », petits fellahs qui, avant de prendre les armes, cultivaient péniblement un maigre lopin de terre.

Les « bureaucrates » du G.P.R.A.

Profondément arabo-musulmans, ces paysans pauvres en uniforme sont aussi profondément égalitaristes. Pour eux, l'indépendance de l'Algérie n'est pas une fin en soi, et elle n'aura un sens que si elle s'accompagne d'une transformation des structures du pays leur permettant d'étancher leur « soif de terre ». Ils éprouvent une sympathie naturelle pour les conceptions chinoises du « soldat populaire » qui sait que « le fusil et la pioche sont faits du même bois ». Beaucoup partagent les points de vue de Frantz Fanon, l'intellectuel révolutionnaire martiniquais entré dans le F.L.N., qui vient souvent, d'ailleurs, faire des conférences dans les écoles de cadres de l'A.L.N. Un esprit révolutionnaire souffle sur l'armée des frontières, en même temps qu'il y règne, depuis que l'état-major général l'a prise en main, l'autoritarisme hiérarchique et la discipline propres aux armées « classiques ».

A l'intérieur, l'A.L.N. subit des pertes de plus en plus sévères, notamment en

que "le fusil et la pioche sont faits du même bois"

wilaya 4, où le commandant Hassan, un étudiant en médecine astucieux, prend une autorité croissante. Son ravitaillement et son équipement se tarissant de plus en plus, cette A.L.N. se « contracte ». Elle s'organise de manière de plus en plus autonome avec les moyens du bord, et

inquiétudes sur l'avenir de la résistance algérienne. Il risque de se constituer, assurent-ils, non pas à côté du F.L.N., mais au sein du F.L.N. lui-même, une « troisième force » susceptible de s'allier avec les notables ayant récemment émergé sur la scène algérienne grâce au plan de

Écusson de l'A.L.N. 1962. Comme les insignes de grade, ils variaient selon les différentes wilayas puisqu'ils n'étaient pas prévus par le règlement.



Coll. Luciffr



René Vautier

◀ Barbelés et champs de mines... des djounoud s'entraînent, en Tunisie, en vue d'une tentative de franchissement du barrage, mission tant redoutée. Un fait semble certain : ceux de Tunisie n'ont pas l'esprit combatif de ceux de l'intérieur.

Meeting en Tunisie. Un commissaire politique explique aux hommes réunis le sens du combat. En juillet 1960, l'A.L.N. de Tunisie aligne 15 000 hommes, dont 9 500 combattants, articulés, notamment, en 14 bataillons d'environ 500 hommes chacun.

elle lutte pour sa survie, car les *moudjahidin*, fort bien informés de ce qui se passe au-delà de leurs maquis, savent bien que, selon la formule du chef de la wilaya 3, Mohand Ou el-Hadj, « survivre, c'est vaincre ».

Les diplomates algériens — et notamment deux des plus astucieux, Yazid et Dahlab, respectivement ministre de l'Information du G.P.R.A. et secrétaire général du ministère des Affaires étrangères — font en effet progresser les négociations avec un gouvernement français décidé, après des années d'une guerre ruineuse, à se débarrasser d'une hypothèque qui pèse lourdement sur ses finances et sur sa diplomatie. C'est à ceux-là maintenant, dirait un rugbyman, de transformer l'essai que l'A.L.N. a marqué.

L'A.L.N., réduite à 12 000 hommes environ, a surtout pour rôle de maintenir l'insécurité sur tout le territoire national, de manière que le « problème algérien » demeure toujours aussi brûlant et que de Gaulle fasse des concessions de plus en plus substantielles pour obtenir un règlement politique du conflit.

Les militaires de l'armée des frontières sont moins favorables que les maquisards de l'intérieur à la négociation publique franco-F.L.N. qui s'ouvre, à Évian, en mai 1961, car ils expriment certaines



René Vautier

Constantine et de la « promotion musulmane » gaulliste et de rejoindre une néo-bourgeoise capable de négocier, pour prendre sa place au soleil, un « partage des richesses du pays avec le néo-colo-

nialisme français ». Les plus véhéments s'en prennent particulièrement aux « nouveaux privilégiés », aux hauts fonctionnaires, diplomates, juristes et autres « bureaucrates » du G.P.R.A. qu'ils